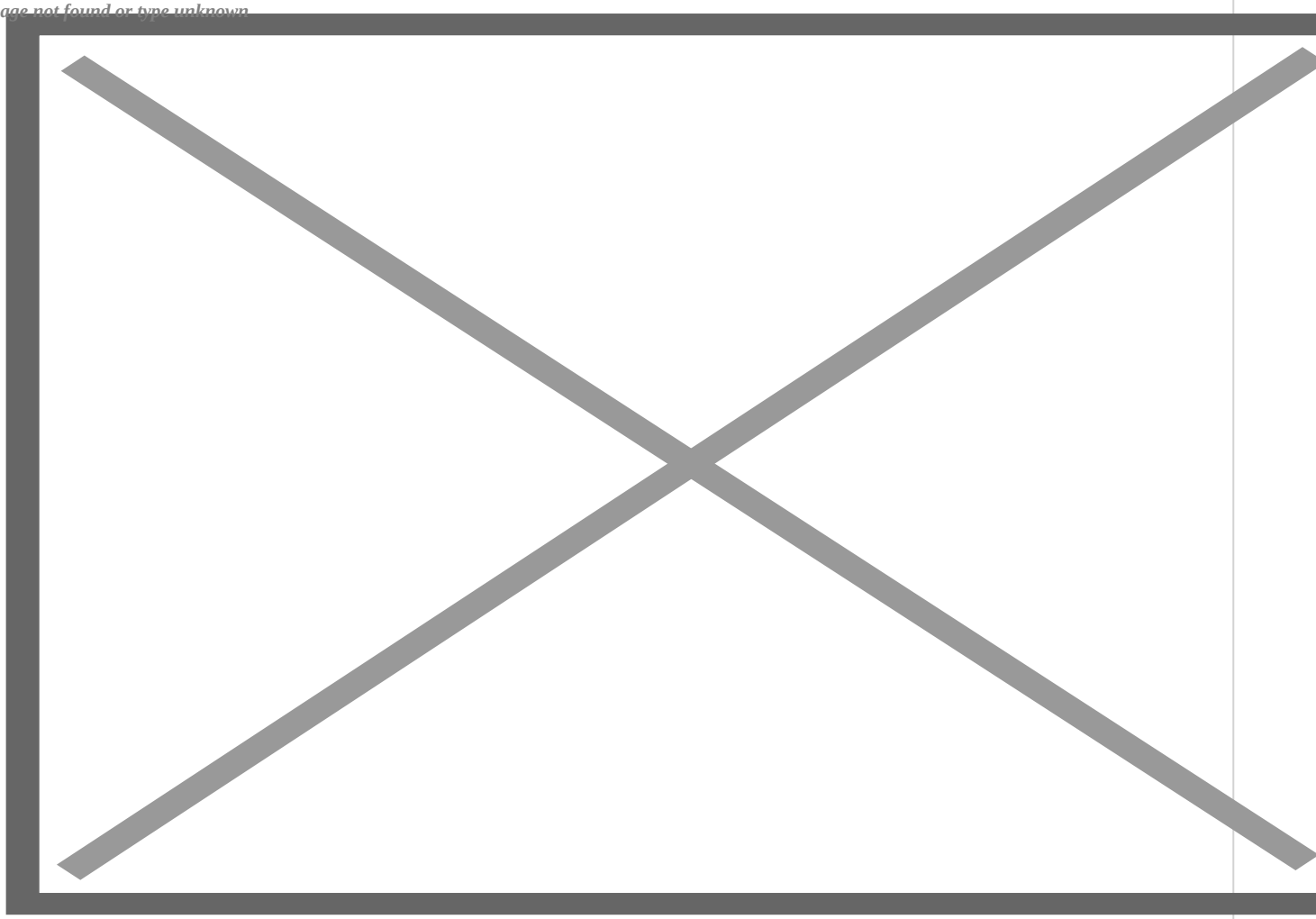
Nouvelles demandes adressées aux États-Unis pour qu'ils retirent Cuba de la liste des pays terroristes

Image not found or type unknown



La Havane, 14 juil (RHC) Le Conseil de la Paix des Etats-Unis et la Maison de l'Amérique Latine de l'Iran (HOLA) ont demandé le retrait de Cuba de la liste arbitraire de Washington des sponsors du terrorisme, qui sert aujourd'hui à renforcer le blocus.

Une déclaration commune publiée à Washington sur le site web du Conseil rappelle que l'inscription de l'île sur la "State Sponsors of Terrorism List (SSOT)" du département d'État a eu lieu pour la première fois en 1982, sous l'administration de Ronald Reagan (1981-1989).

Il s'agit d'un acte visant à intensifier et à renforcer le blocus génocidaire contre Cuba qui a causé la mort d'innocents ainsi que des pertes financières de plus de 159 milliards de dollars aux prix actuels, a-t-il souligné.

La conséquence la plus importante de l'inclusion dans le SSOT, a-t-il ajouté, est le spectre du risque associé à tout type d'aide humanitaire, d'affaires, d'investissements et de commerce impliquant le pays antillais.

Le texte indique que la tragédie devient plus évidente si l'on considère le fait que la cible principale d'une telle politique sont les citoyens cubains en essayant de les priver de la réalisation et de la jouissance de leurs droits de l'homme fondamentaux.

Elle vise également à "créer des obstacles aux transactions économiques et financières des tiers avec Cuba, par crainte d'amendes".

En outre, l'inclusion de Cuba dans le SSOT "des Cubains de nationalité espagnole ont vu leur exemption de visa ESTA (système électronique d'autorisation de voyage) pour les États-Unis annulée ou refusée", a-t-il affirmé.

Il a également mentionné que certaines universités américaines n'ont pas le droit de soutenir la recherche universitaire ou d'autres travaux d'artistes, d'écrivains, d'activistes et de journalistes cubains résidant sur l'île, et que le financement de groupes religieux a été gelé, ce qui empêche l'envoi de fournitures humanitaires.

Ces mesures et d'autres punitions massives sont appliquées sur la base d'accusations totalement infondées, souligne la déclaration.

"Une nation qui a été une victime constante du terrorisme pendant des décennies est faussement qualifiée de pays qui sponsoriserait le terrorisme", ont souligné les deux organisations, avertissant que cela "montre à quel point le sens réel du mot terrorisme peut être déformé".

Cuba, en tant qu'exemple unique, a été à l'avant-garde de la solidarité internationale avec d'autres peuples, c'est pourquoi ils ont affirmé que c'est un moment d'unité pour exiger l'élimination immédiate de cette liste.

En 2015, l'administration démocrate de Barack Obama (2009-2017) a retiré Cuba de la liste après avoir estimé qu'une telle désignation manquait de mérite.

Mais son successeur républicain Donald Trump (2017-2021) a adopté 243 mesures pour renforcer le blocus avec une politique de pression maximale qui a inversé les étapes franchies dans les relations entre les deux pays dans la dernière période d'Obama.

Quelques jours avant la fin de son mandat en janvier 2021, et en guise d'héritage désastreux pour son successeur, Trump a réinscrit Cuba sur cette liste, une décision que l'actuel occupant du bureau ovale, Joe Biden, refuse toujours de renverser.

Le Conseil de la paix des États-Unis est une organisation militante pour la paix et le désarmement fondée en 1979 et affiliée au Conseil mondial de la paix (Source : Prensa Latina).

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/360099-nouvelles-demandes-adressees-aux-etats-unis-pour-quils-retirent-cuba-de-la-liste-des-pays-terroristes

Radio Habana Cuba